

Les 15 articles à (re)lire pendant l'été

HSE - santé-sécurité

Réforme de la santé au travail, bonne pratique chez Eiffage, procès France Télécom, pénibilité, amiante, présentisme... Voici une sélection d'articles publiés sur actuEL-HSE depuis le 1er janvier dernier. À garder en tête pour la rentrée !



La commission santé, sécurité et conditions de travail du CSE : panorama des accords d'entreprise

Ce qu'on sait de la CSSCT, c'est qu'elle doit être instituée dans les entreprises et les établissements distincts de 300 salariés et plus. Elle est composée d'au moins 3 membres. Elle est présidée par l'employeur. Et elle exerce les missions que lui délègue le CSE. Et c'est tout ! Le reste est à négocier. Voici un panorama des accords qui ont retenu notre attention.

Procès France Télécom : "Le tribunal voulait comprendre, cet objectif est atteint"

C'est "un lourd fardeau" que le tribunal de Paris a emporté, refermant la dernière audience, jeudi 11 juillet. Vient maintenant le temps du délibéré, verdict le 20 décembre. Est-il possible de condamner pénalement un harcèlement moral managérial, institutionnalisé ? La loi le prévoit-elle ? Le tribunal peut-il le reconnaître ? Telle est bien la question juridique essentielle de ce procès hors norme.



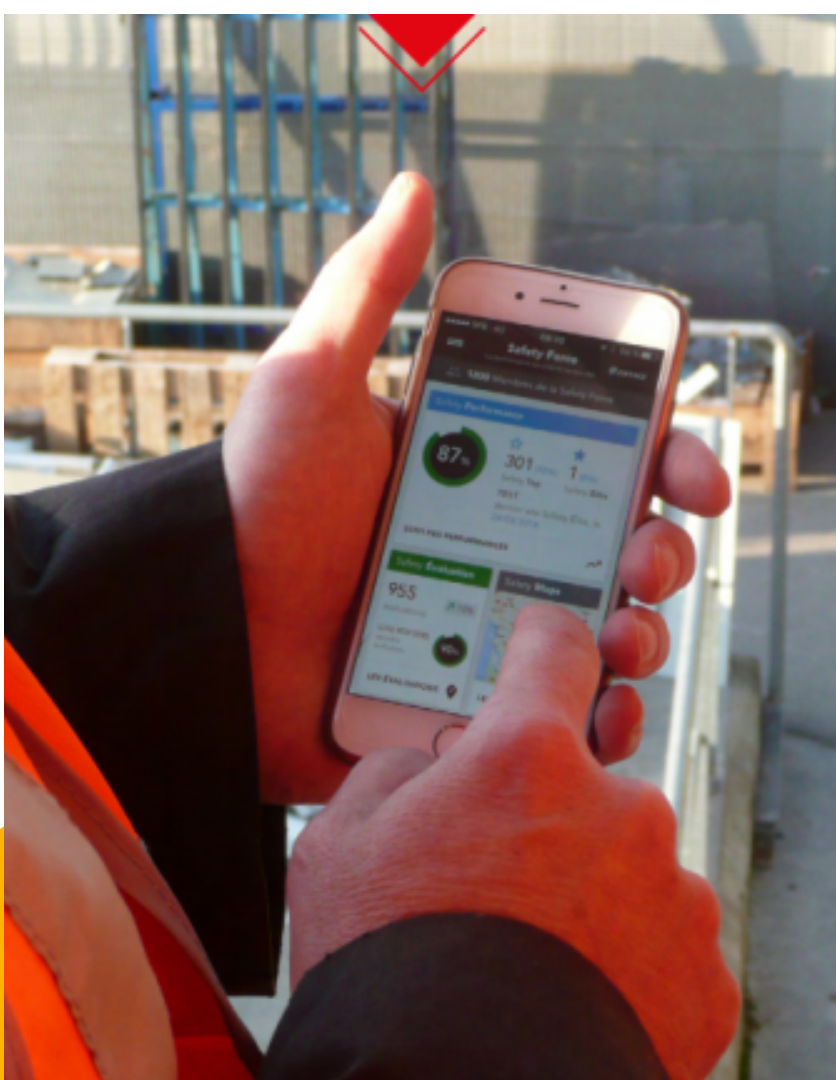


Réforme de la santé au travail : les partenaires sociaux échouent à se mettre d'accord

Cotisations, gouvernance des services, séparation du conseil du contrôle... Syndicats et patronat ne se sont pas mis d'accord, au sein du Coct, sur les grandes lignes de la réforme de la santé au travail. Le gouvernement, qui les avait chargés de décider de ce qui relèverait de la négociation et/ou de la concertation, va reprendre la main.

Nouvelle agence de l'UE, l'Autorité européenne du travail sera "opérationnelle en 2023"

Son rôle sera d'abord d'apporter de l'aide. Elle n'aura d'autorité que le nom, que le Parlement européen et la présidence roumaine du Conseil de l'UE semblent avoir décidé de conserver, dans leur accord du 14 février. La future AET devra avant tout faciliter la coopération entre les États membres qui veulent agir sur le travail détaché.



[Bonnes pratiques] Chez Eiffage, une appli smartphone suit la santé-sécurité en temps réel

L'application Safety Force conçue par Eiffage Infrastructures pour ses chantiers de construction, s'inscrit dans le développement d'un modèle de prévention de la sécurité qui se veut positif. Erick Lemonnier, directeur prévention fixe un objectif "100 % sécurité" plutôt que "zéro accident", explique-t-il. Chaque collaborateur peut renseigner une grille d'évaluation avec 20 constantes de sécurité...

Pénibilité : pour les facteurs de risques sortis du C2P, comment se passent les demandes de retraite anticipée ?

Une instruction du ministère de la santé détaille le fonctionnement du dispositif de retraite anticipée pour pénibilité, depuis que celui-ci a intégré les cas des salariés victimes d'une maladie professionnelle et ayant été exposés aux postures pénibles, manutentions manuelles de charges, vibrations mécaniques et agents chimiques dangereux.



Risque chimique : la France donne une nouvelle valeur limite au cadmium

La VLEP indicative pour le cadmium est fixée à 0,004 mg/m³. Il s'agit d'une VLEP dite "pragmatique", car il n'était pas possible de décider d'un seuil assurant d'éviter les effets cancérogènes de la substance. Le ministère a fait le choix de ne pas suivre la recommandation de l'Anses, qui recommandait – il y a déjà 2 ans – une valeur plus faible. La France s'aligne en revanche sur les dernières positions du Parlement européen.

Passera-t-on bientôt sa visite médicale dans une capsule ?

Bilan de santé totalement autonome ou consultation d'un médecin par écran interposé : la santé au travail se met petit à petit à la télémédecine. Les entreprises du secteur se frottent les mains, les employeurs y voient un gain de temps, les médecins sont partagés, syndicats et Direccte sont en alerte.





Arrêts de travail : prévenir pour réduire nombre et durée

Plus de prévention, meilleure coordination des acteurs et télétravail, voilà une partie de la recette préconisée par le rapport sur les arrêts de travail remis à Matignon. Pour prévenir les arrêts longue durée des seniors, qui expliquent en partie la hausse des dépenses d'indemnités journalières, il prêche une prise en compte précoce de la réduction des capacités.

[interview] Présentéisme : "Les entreprises n'ont pas pris conscience des risques pour la santé de leurs salariés et leur productivité"

En dépit de problèmes de santé et parfois d'un arrêt de travail prescrit, nombre de salariés renoncent à s'arrêter de travailler, souvent avec le "sentiment que l'importance de leur charge de travail ne peut leur permettre de s'absenter", explique Sébastien Richard. Ce présentéisme a un coût pour l'entreprise...

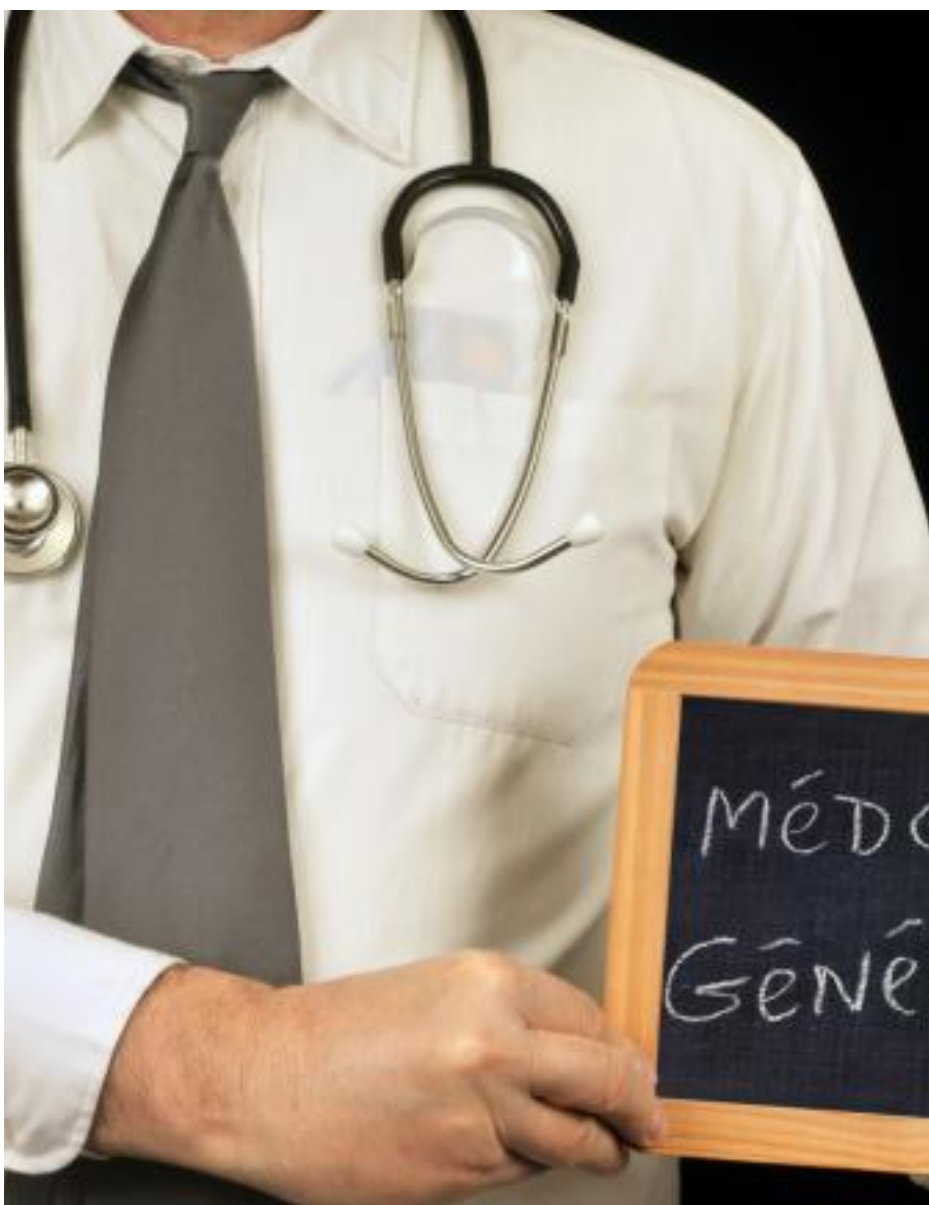


Pesticides : la justice reconnaît Monsanto "responsable du dommage causé" à l'agriculteur Paul François

Pour la 3e fois depuis 12 ans, la justice française retient la responsabilité du géant de l'agrochimie, attaqué par un céréalier victime d'une intoxication au Lasso, herbicide aujourd'hui interdit. Les juges épinglent l'étiquetage insuffisant du produit, qui ne mentionnait pas les risques liés à l'inhalation du chlorobenzène ni les EPI nécessaires. Ils estiment en revanche qu'il n'y a pas eu de négligence fautive de l'agriculteur.

Les apprentis embauchés à partir du 30 avril ne seront plus obligés de voir le médecin du travail

Même les apprentis affectés sur des postes à risque, et qui doivent bénéficier d'un suivi individuel renforcé, pourront faire leur visite d'information et de prévention, lors de leur embauche, chez un médecin de ville. Cela devra en priorité être un médecin avec lequel le service de santé au travail a signé une convention. Explication des 6 étapes de ce dispositif expérimental.



[interview] Repérage amiante avant travaux : "Des acteurs ne pourront plus travailler demain"

L'arrêté relatif au repérage amiante avant travaux dans les immeubles bâtis est enfin sorti. Selon Olivier Héaulme, directeur d'Aléa Contrôles, il s'accompagnera d'une montée en compétences. Le texte reprend beaucoup d'obligations déjà existantes, mais a le mérite de les mettre noir sur blanc. La principale nouveauté porte sur l'estimation de la quantité de matériaux amiantés.

[Bonnes pratiques] En prévention des accidents graves, Norske Skog Golbey soigne sa culture de sécurité

À la suite d'accidents du travail particulièrement tragiques dans cette usine de production classée Seveso, la responsable QHSE de cette papèterie vosgienne a développé une culture de sécurité associant l'ensemble des salariés et leurs managers pour la prévention des accidents. Un pari réussi : si tous les accidents n'ont pu être évités, leur gravité est moindre.



La procédure de reconnaissance des AT-MP est modifiée

Un décret du 23 avril refond la procédure de reconnaissance des accidents du travail et des maladies professionnelles, et notamment l'enquête diligentée par l'Assurance maladie. Il renforce l'information des parties. L'employeur a désormais 10 jours pour émettre ses réserves motivées sur la déclaration d'AT ou MP.